

# Faces de la politique , politique des traces

Ce colloque, ouvert aux jeunes chercheurs et chercheuses de tous les champs disciplinaires rattachés aux humanités et aux sciences sociales, se propose de partir en quête des traces de la politique. La notion de trace implique qu'on ait affaire à quelque chose : d'infime ; d'involontairement laissé par quelqu'un ou quelque chose ; impliquant pour exister d'être interprété par quelqu'un. C'est d'abord un reste, un vestige infinitésimal ; comme le dit Carlo Ginzburg, c'est ce qui échappe, un indice, quelque chose d'*a priori* négligeable, un « fait marginal » (Ginzburg, 1989, p. 230). C'est ensuite un « signe involontaire » (*Ibid.*, p. 279) : si l'on peut bien désirer « laisser une trace » ou « effacer ses traces », celles qu'on laisse effectivement ne sont jamais telles qu'on les aurait souhaitées. Le fait même de les vouloir effacer imprime son passage et son intention (la tension du volontaire et de l'involontaire se résout à l'avantage du second). Enfin, la trace implique un art interprétatif : elle n'est constituée comme trace, comme trace de quelque chose (qui peut être indéterminé), de quelque activité, qu'à partir du moment où un acte d'interprétation vient donner une signification à ce qui, auparavant, n'était qu'une empreinte imperceptible et silencieuse.

Dans cette perspective, on pourrait dire que l'empreinte est une trace non (encore) interprétée : une trace de pas n'existe que pour qui peut la reconnaître comme telle. La marque, au contraire, fonctionnerait comme signe au sein d'un rapport social : objet d'une représentation sociale, elle serait immédiatement reconnue par tous ceux qui possèdent le bon code – positive ou négative, elle serait signe d'appartenance ou elle serait stigmaté. Sur une échelle de l'invisible au visible, entre l'empreinte – insaisissable et inaperçue – et la marque – « officialisée », dotée une grande inertie et contribuant à structurer un certain ordre symbolique, un « partage du sensible » (Rancière, 1995) –, la trace n'est perceptible qu'à celui qui la cherche ou « tombe » sur elle : la trace s'avère inéluctablement vouée au conflit des interprétations.

Qu'implique donc le projet de penser les traces de la politique ou la politique des traces, si l'on entend par politique ce qui relève du conflit – au registre négatif de la domination et du pouvoir comme au registre positif des luttes sociales, des expressions conflictuelles et des projets d'émancipation ? On peut se demander, d'abord, quelles sont les traces dans le présent des luttes politiques vaincues ou

simplement oubliées. Comment penser les restes, actifs ou inactifs, laissés par une « histoire discontinue de la liberté politique » (Breugh, 2007), comme par exemple ceux de la Commune de Paris, des expériences conseillistes, d'un moment d'expérimentation de la démocratie radicale et de resurgissement de l'exigence démocratique ? On peut, ensuite, poser la question des stratégies du « négligeable » : entre un pouvoir avide d'effacer les traces de ce qui n'entre pas dans son ordre, de tracer et de pister tout ce qui le subvertit de l'intérieur ou de gouverner par le traçage des comportements et des mouvements souhaitant laisser leur trace pour s'inscrire dans le réel, échapper au traçage que leur imposent les institutions ou arpenter les traces, par exemple, de l'« héritage sans testament » des révolutions modernes (Arendt, 1985), quelles dynamiques s'instaurent ? Quels sont, enfin, les conflits d'interprétation auxquels donnent lieu les vestiges des mouvements conflictuels, les indices récoltés par le pouvoir ou les débris d'identités qui nous constituent ? Il s'agit alors ici de s'interroger sur les politiques de l'infime, de ce qui reste, sur la manière dont ces vestiges peuvent être réactivés dans le présent d'une lutte, être utilisés comme éléments de nouvelles techniques de traçage ou de traçabilité à la base de mécanismes de pouvoir spécifiques ou venir constituer de nouvelles identités et de nouveaux sujets politiques conflictuels.

Le thème des méthodes de recherche des traces de la politique pourra également constituer un questionnement transversal à ce colloque. La relation des chercheuses et des chercheurs aux éléments épars et résiduels recueillis dans leur travail, relativement à la marge des grands cadres définis par la « mémoire historique » (Halbwachs, 1950), pourra être abordée comme outil autant que comme objet de recherche. Confronté et confrontée à ce type de phénomènes, l'ethnographe, l'historienne ou l'historien doit, si ce n'est user de la sienne, du moins comprendre l'interprétation particulière de ces restes par d'autres : la reconnaissance et la valorisation de la capacité première à interpréter les traces de la politique semble un enjeu épistémologique d'importance. Comment, pour le scientifique, reconnaître une trace ? Comment restituer la lecture particulière de certaines traces par les sujets étudiés (sans les figer ni les effacer) ? Plus avant, comment nos parti-pris épistémologiques peuvent-ils participer à la construction d'une domination, d'une « géopolitique du savoir », niant l'expérience et l'interprétation particulière des traces par des groupes subalternes ? Mises en commun et confrontées, les réponses que nous apportons dans nos recherches, souvent à notre insu, permettront également d'avancer ensemble dans la compréhension des traces de la politique et de la politique des traces.

Nous proposons aux intervenant-e-s d'élaborer leur communication autour d'un ou plusieurs des axes suivants.

## **Marcher sur les traces des luttes passées**

Pour interroger les traces de la politique, on peut partir des luttes qui nous ont précédé et que nous désirons, d'une manière ou d'une autre, reprendre, réactualiser autrement, amener à une nouvelle vie. Les traces, dès lors, peuvent être celles des pas qu'on devinerait dans le sable de quelque désert et qui indiqueraient un chemin emprunté préalablement par d'autres, sentier à demi effacé, à arpenter ou à détourner de son cours, auquel mêler ses propres pas afin d'ouvrir de nouvelles voies et de nouveaux possibles. Comment les traces laissées par l'histoire se transforment-elles en mémoire vivante des luttes, agissant dans un présent qu'elles contribuent à transformer ? On peut ici prendre pour exemple les traces du mouvement écologiste des années 1970 dans l'Ouest de la France (Plogoff, les paysans-travailleurs...). Malgré leur effacement et leur relative désactivation dès les années 1980, une partie de ses anciens réseaux n'a-t-elle pas été réactivée dans la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, recréant à partir de restes épars le fil interrompu d'une mémoire collective (Bécot, 2014) ?

Il y a, de toute évidence, un enjeu à contrôler la mémoire, à faire entrer les traces dans des stratégies. Ces fragments peuvent être recouverts, effacés, ignorés à dessein par le pouvoir, ou bien oubliés par le temps et le manque de transmission entre les combats d'hier et ceux d'aujourd'hui. Ainsi, il a fallu les mouvements antiracistes contemporains pour redécouvrir les traces du massacre du 17 octobre 1961, occultées par l'État français (House et MacMaster, 2008). Celles du féminisme de la première vague avaient été si bien dissimulées que le Mouvement de Libération des Femmes des années 1970 se crut sans passé et qu'il a fallu attendre le renouveau de l'histoire féministe à partir des années 1980 pour renouer ce fil (Picq, 1993). Remarquons au passage ce que ces traces conservent toujours d'ambivalent : tout en étant le témoignage que nous ne sommes pas seuls et seules dans ce désert, elles indiquent notre présence à celles et ceux qui nous traquent, nous surveillent, nous répriment. Ils apprennent aussi des luttes passées.

Enfin, ces traces peuvent acquérir différents statuts. On peut choisir de les immortaliser, de les sanctuariser, d'en faire, pour le meilleur ou pour le pire, un patrimoine ou un mythe historique. On peut, au contraire, en renouveler le sens à la vue des échecs et des victoires du présent. Les traces du mouvement ouvrier, selon les interprétations, peuvent ainsi nous amener à répéter une partie de ses échecs comme à ouvrir de nouvelles pistes pour l'émancipation.

## **Gouverner par les traces (numériques)**

Que serait un « gouvernement par les traces » ? L'activité de recension et de traçage des caractéristiques et des comportements individuels dans des bases de données est concomitante de

l'invention de l'État moderne (Desrosières, 1993). Cette mise en nombre de la réalité sociale a constitué un ressort puissant à la fois d'exercice du pouvoir et de légitimation de l'autorité : une « technologie de gouvernementalité » (Foucault, 2004). Si, dans un premier temps, l'accumulation de données avait des ambitions descriptives, est-ce qu'on n'assisterait pas à un glissement du registre strictement descriptif vers une forme de gouvernement exploitant ce savoir ? L'ambition descriptive ne porte-t-elle d'ailleurs pas toujours des enjeux normatifs au sens où « gouverner à partir du réel » semble toujours une manière de gouverner le réel « sans trop gouverner » (Berns, 2009) ? Comment décrire ce processus par lequel les entreprises aussi bien que les institutions ont cherché à accumuler un maximum de données, à réunir un maximum de traces pour exercer une forme de pouvoir plus ou moins objectivée ?

La généralisation des dispositifs de captation des comportements en ligne et hors-ligne sous la forme d'une collecte systématique des données expose à des implications fortes et en partie sous-estimées. D'aucuns n'hésitent pas à parler d'un *data deluge* pour décrire le phénomène d'amoncellement des données résultant de nos comportements, que ce soient les captations de nos pérégrinations numériques, l'enregistrement de nos déplacements par des caméras de vidéosurveillance, nos historiques de consommation, etc.

L'enjeu pour les entreprises et les institutions est de parvenir à créer de la connaissance et de la valeur à partir de cet afflux de données, de les rendre intelligibles, de les constituer en traces à l'aide de méthodes automatisées. Certains parlent aujourd'hui de l'instauration d'une forme de gouvernementalité algorithmique (Rouvroy & Berns, 2013) pour décrire le déploiement de dispositifs prédictifs à partir d'algorithmes de corrélation statistique, dispositifs qui en viendraient à « gouverner » en structurant le champ d'action possible des individus.

D'autre part, si l'on considère que les données numériques laissées par les multitudes agissantes et interagissantes se trouvent au cœur des processus de valorisation engagés par les acteurs du capitalisme cognitif (Vercellone, 2002 ; Yann Moulier Boutang, 2007), comment soustraire nos comportements et nos vies à cette appropriation économique ? Comment, plus généralement, penser les possibilités d'une émancipation dans cet écosystème de la donnée ? De nouveaux types de collectifs s'expérimentent-ils à même les recompositions du capitalisme avancé ? Quels sont les enjeux politiques, les normativités, luttes et résistances portés par les *big data* ?

# Recouvrer ses propres traces : des identités conflictuelles

Les questions identitaires liées au nouveau regard porté sur la modernité européenne intéressent le projet de penser une politique des traces ou les traces de la politique en ce sens que la quête des traces d'une origine anime souvent les projets d'émancipation, que la construction d'identités collectives conflictuelles passe notamment par la recherche des traces que le pouvoir n'est pas parvenu à effacer. Par exemple, en ce qui concerne les migrations et les diverses formes de diaspora, les identités portent la trace de leurs cultures d'origine et de leur déplacement géographique. Le sujet politique qui advient de cette constellation diasporique – et que Paul Gilroy théorise sous l'appellation de *Black atlantic* (Gilroy, 1993) – se constitue à partir des traces de son identité, d'une identité constituée par de multiples aspérités, afin de reconstituer le *dissensus* dans les espaces politiques. Ce travail sur l'aspect conflictuel et frontalier des identités permet de revenir sur ces traces ou d'en sortir pour en inventer de nouvelles, permettant au sujet politique de les revendiquer ou de les déjouer, de les défaire et de les reconstruire autrement. D'autres parlent d'hybridité culturelle afin de critiquer un certain impérialisme culturel et dans le but de faire ressortir l'identité hétérogène du sujet colonial (Bhabha, 1994). Du point de vue des *disability studies*, la réappropriation du handicap au-delà du stigmatisme permet une identité source de fierté, capable de renverser l'oppression et redessiner les enjeux de pouvoir (Mc Ruer, 2006). Enfin, la subjectivation politique, telle qu'elle est pensée par Jacques Rancière, ne consiste-t-elle pas en une « désidentification » permettant d'opérer une sortie hors de tout sujet préalablement déterminé, à travers une intervention sur les divisions réelles et symboliques de la société et sur leurs conséquences sociopolitiques (Rancière, 2003) ?

Partant des travaux des études postcoloniales, culturelles, féministes, sur le handicap ou autres, il s'agit d'interroger les conséquences des traces historico-politiques sur la constitution des identités hybrides, racialisées, genrées, handicapées, etc. Par exemple, comment le sujet assigné à sa condition de femme advient-il dans ces situations ? Qu'en est-il des identités racialisées ? Qu'est-ce que cela implique de parler d'identité dans le champ du handicap ? À partir de quel(s) reste(s) ces identités peuvent-elles réinscrire le conflit propre à la logique politique ?

## Le colloque

Le colloque des jeunes chercheurs en études critiques du politique, organisé conjointement par le **LCSP** (Laboratoire du Changement Social et Politique, Université Paris Diderot - Paris 7), l'**URMIS** (Unité de Recherche Migrations et Société, Université Paris Diderot - Paris 7) et le **COSTECH**

(Connaissance, Organisation, Systèmes Techniques, Université de Technologies de Compiègne), a pour objectif de créer un espace d'échange entre doctorantes, doctorants, jeunes docteurs et docteurs s'intéressant de façon critique au fait politique. Le colloque de 2015, qui aura lieu les **12 et 13 février prochain**, constituera la troisième édition de ce projet, appelé à se renouveler annuellement.

Dans la mesure des financements disponibles, les organisateurs feront de leur mieux pour défrayer les intervenants et les intervenantes, qui sont toutefois invités à démarcher leurs institutions de rattachement. La publication des actes de ce colloque est envisagée.

**Les projets de communication (2000-3000 caractères) doivent nous être envoyés avant le 15 décembre 2014**, à l'adresse suivante : <http://goo.gl/Cd8dZ2> . Aucune autre forme ou medium de candidature ne sera acceptée. Pour toute question, merci de nous contacter à l'adresse suivante : [colloque.critiques.politique@gmail.com](mailto:colloque.critiques.politique@gmail.com) . Nous annoncerons les propositions retenues début janvier 2015.

## Comité d'Organisation

- Armand AUPIAIS-L'HOMME, doctorant en anthropologie, URMIS, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Yohan BARRES, doctorant en sciences de l'information et de la communication, COSTECH, Université de Technologies de Compiègne.
- Jephthé CARMIL, doctorant en sociologie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Charlène CHARLES, doctorante en sociologie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Cléo COLLOMB, doctorante en philosophie, COSTECH/PHI, Université de Technologies de Compiègne/Université Libre de Bruxelles.
- Brice NOCENTI, doctorant en philosophie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Charlotte PUISEUX, doctorante en philosophie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Aslı TELSEREN, doctorante en sociologie, CEDREF/LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Pauline VERMEREN, docteure en philosophie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Rémi ZANNI, doctorant en philosophie, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.

# Bibliographie

- ARENDT, Hannah, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 1985 (cf. aussi la préface de *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1989).
- BECOT, Renaud, « Interroger la production de l'oubli autour des mouvements sociaux et écologistes », *Actes du colloque Penser l'écologie politique*, 13 et 14 janvier 2014 (<http://events.it-sudparis.eu/ecologiepolitique/rub2/Actes.pdf>).
- BERNS, Thomas, *Gouverner sans gouverner. Une archéologie politique de la statistique*, Paris, PUF, 2009.
- BHABHA, Homi, *The location of culture*, Londres, Routledge, 1994.
- BREAUUGH, Martin, *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris, Payot, 2007.
- DESROSIERES, Alain, *La politiques des grands nombres*, Paris, La Découverte, 1993.
- FOUCAULT, Michel, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard/Seuil, 2004.
- GILROY, Paul, *The Black Atlantic. Modernity and Double Consciousness*, Londres, Verso, 1993.
- GINZBURG, Carlo, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire », in *Mythes, emblèmes, traces*, Paris, Verdier, 1989.
- HALBWACHS, Maurice (1950), *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1997.
- HOUSE, Jim et MACMASTER, Neil, *Paris 1961 : les Algériens, la terreur d'État et la mémoire*, Paris, Tallandier, 2008.
- MC RUER, Robert, *Crip theory cultural signs of queerness and disability*, New York, New York University Press, 2006.
- MOULIER-BOUTANG, Yann, *Le capitalisme cognitif*, Paris, ed. Amsterdam, 2007.
- PICQ, Françoise, *Libération des femmes : les années mouvements*, Paris, Seuil, 1993.
- RANCIERE, Jacques, *Aux bords du politique*, Folio, Paris, 2003.
- –, *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995.
- ROUVROY, Antoinette et BERNS, Thomas, « Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? », in *Réseaux*, 2013/1 n°177.

- VERCELLONE, Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2002.



# Comité Scientifique

- Thomas BERNS, philosophe, PHI, Université Libre de Bruxelles.
- Seloua Luste BOULBINA, philosophe, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Emmanuelle CHEREL, historienne, LAUA, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes.
- Patrick CINGOLANI, sociologue, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Marguerite COGNET, sociologue, URMIS, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Marie CUILLERAI, philosophe, LLCP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Fabrice DHUME, sociologue, URMIS, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Jules FALQUET, sociologue, CEDREF/LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Fabrice FLIPO, philosophe, LLCP, Université Paris 7 - Denis Diderot/Telecom & Management SudParis.
- Claudia GIROLA, sociologue, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Azadeh KIAN, sociologue, CEDREF/LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Jean-François LAE, sociologue, CRESPPA, Université Paris 8.
- Martine LEIBOVICI, philosophe, LLCP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Yann MOULIER BOUTANG, économiste, COSTECH, Université de Technologies de Compiègne.
- Numa MURARD, sociologue, LCSP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Etienne TASSIN, philosophe, LLCP, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Mahamet TIMERA, sociologue, URMIS, Université Paris 7 - Denis Diderot.
- Jerome VALLUY, sociologue, COSTECH, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).